

Les activités écotouristiques à Rio Lagartos: un « modèle vertueux » ?

Maggy Berthelot

Candidate à la maîtrise en anthropologie, Université Laval

RÉSUMÉ

L'écotourisme est compris comme un « modèle vertueux » à l'international étant donné sa capacité à conserver la nature en plus de générer des avantages économiques et sociaux pour les populations locales. Pourtant, des enjeux locaux de redistribution, de participation et de subjectivité peuvent être soulevés dans le cas de la Réserve de la biosphère Ría Lagartos à Río Lagartos au Yucatán (Mexique). C'est donc par une analyse au prisme des mythes du développement et des aires protégées ainsi que du néolibéralisme que le caractère pernicieux de l'écotourisme sera exposé. Ainsi, en passant de la théorie à la pratique, il est possible de comprendre que l'écotourisme perpétue des logiques de pouvoir de domination du nord global sur le sud global en tentant de réconcilier capitalisme et conservation de la nature par le développement durable.

Mot clés: écotourisme, bénéfices économiques, développement durable, environnement

ABSTRACT

Ecotourism is understood as a "virtuous model" internationally given its ability to conserve nature in addition to generating economic and social benefits for local populations. However, local issues of redistribution, participation and subjectivity can be raised in the case of the Ría Lagartos Biosphere Reserve in Río Lagartos in Yucatán (Mexico). It is therefore through an analysis through the prism of development myths and protected areas as well as neoliberalism that the pernicious nature of ecotourism will be exposed. Thus, by moving from theory to practice, it is possible to understand that ecotourism perpetuates logics of power of domination of the global north over the global south by attempting to reconcile capitalism and nature conservation through sustainable development.

Key Words: ecotourism, economic benefits, sustainable development, environment

Les activités écotouristiques à Rio Lagartos: un « modèle vertueux » ?

L'écotourisme est la branche de l'industrie touristique qui enregistre la croissance la plus exponentielle, enregistrant plus de 300 milliards de dollars américains annuellement (Doyon et Sabinot, 2015), ceci étant dû à sa représentation en tant que « modèle vertueux ». Ce modèle, très peu contesté à l'international, incarne les visées du développement durable, un nouveau paradigme approuvé par les Nations Unies à partir des années 1990 qui consiste en un compromis entre la croissance économique et la pérennité de l'environnement (Castro, 2004). L'écotourisme se veut donc « une conception vertueuse entre le développement [...] et la protection de l'environnement par [...] la valorisation de la biodiversité et la redistribution des revenus pour les populations locales » (Chaboud et al., 2004, p. 12-13). En effet, ce discours s'inscrit dans l'agenda international depuis les années 1990 en tant que vérité dans le sens où ce modèle est encouragé par des Organisations non gouvernementales (ONG) environnementales, par les Nations Unies et par la Banque mondiale, en plus d'être soutenu par des gouvernements partout à travers le monde et par le secteur privé (Duffy, 2008). Toutefois, les logiques néolibérales pernicieuses propres au développement et à la conservation de la nature tendent à effacer et à accentuer les dynamiques de pouvoir que ce « modèle vertueux » génère (Fletcher, 2012, p. 295; Fletcher, 2018, p. 3). Cet essai critique sera donc porté par la question suivante: de la théorie à la pratique, le « modèle vertueux » de l'écotourisme est-il un mythe ou une réalité? Afin d'y répondre, le cas des pratiques écotouristiques dans la Réserve de la biosphère Ría Lagartos à Río Lagartos au Yucatán (Mexique) sera analysé. D'abord, une déconstruction des mythes du développement et du modèle dominant de la conservation de la nature par les aires protégées sera réalisée. Une discussion sur la néolibéralisation de la nature s'en suivra pour ensuite exposer ces concepts par l'analyse des pratiques écotouristiques à Río Lagartos au Mexique en soulevant les enjeux locaux de redistribution, de participation et de subjectivité.

Les activités touristiques à Río Lagartos au Mexique

L'écotourisme peut être défini comme « un voyage et une visite

environnementalement responsable dans des espaces naturels relativement calmes dans le but d'apprécier la nature [...], qui promeuvent la conservation, créent de faibles impacts et participent activement à l'amélioration socio-économique des populations locales » (Ceballos-Lascurain, 1996, p. 20). En effet, ces activités se déploient normalement dans des aires protégées, ce qui en assure la maintenance, et par le fait même leur pérennité (West et al., 2006). Ainsi, l'écotourisme est présenté dans les discours internationaux comme une pratique qui permet l'autonomisation et la participation des populations locales par la distribution des revenus générés par ses activités. Cette formule leur permettrait par la suite d'investir dans des biens et des infrastructures qui assureraient leur pérennité économique sur le long terme (Honey, 1999).

Les activités touristiques, à Río Lagartos, se déroulent à l'intérieur de la Réserve de la biosphère Ría Lagartos (RBRL), une aire protégée créée en 1979, et consistent en l'appréciation de la faune et de la flore de la réserve et en l'éducation environnementale des touristes. Son financement repose sur la perception d'un tarif d'entrée remis à la *Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas* (CONANP) et redistribué sous forme d'aides financières à l'ensemble des communautés des aires naturelles protégées du Mexique (Leblanc, 2018). La mission de sensibilisation et de conscientisation environnementale assurée par la réserve est menée par les ONG locales avec lesquelles elle collabore. Ces activités sont d'ailleurs financées par des gouvernements étrangers, des organisations internationales et des compagnies privées locales (Leblanc, 2018), étant donné le désengagement de l'État face aux activités touristiques, une dynamique au cœur du néolibéralisme.

Déconstruire le discours de l'écotourisme

1. L'écotourisme: développement et aires protégées

Réfléchir au caractère véridique ou mythique de l'écotourisme nécessite la déconstruction de son discours. L'écotourisme en tant que pratique inscrite dans les visées du développement durable s'appuie sur deux prémisses: le mythe du développement (Hickel, 2017) et le mythe de la conservation de la nature (Büscher et Fletcher, 2020). Brièvement, l'idéologie développementaliste est héritière du colonialisme et elle perpétue la domination du nord sur le sud global. En effet, depuis le discours inaugural du président

états-unien Truman en janvier 1949, l'idéologie dominante est que les régions « sous-développées » du monde devraient bénéficier du progrès technique et scientifique des nations plus « avancées » étant donné leur situation de pauvreté (Hickel, 2017) afin d'accéder à la modernité. Depuis ce jour, des milliards de personnes sont devenues, dans l'imaginaire occidental, « sous-développées » et ont incorporé cette identité imposée et créée par les pays du nord (Escobar, 1995, p. 5). En réalité, ce sont les pays « sous-développés » qui ont contribué et qui contribuent toujours au développement des pays « développés » (Hickel, 2017, p. 29), et ce, depuis la période coloniale entre les 15^e et le 21^e siècles. Ce discours devenu vérité est donc construit de toute pièce par l'Occident (Escobar, 1995).

Le deuxième mythe sur lequel reposent les pratiques écotouristiques est la conservation de la nature par sa forme conventionnelle: les aires protégées, une forme de conservation ayant pour objectif optimal de clôturer un territoire « naturel » pour prévenir les perturbations humaines (Büscher et Fletcher, 2020). En effet, plusieurs études démontrent que les aires protégées sont en fait, d'une part, des lieux de pouvoir où se confrontent différentes relations socio-environnementales et représentations de l'environnement. D'autre part, elles sont des espaces où se perpétuent des enjeux et des conflits concernant l'accès et la gestion des ressources et du territoire. Cette dynamique est le résultat d'une approche de gouvernance top-down qui ne prend pas en compte les intérêts des populations locales (West et al., 2006). Plus précisément, la création des aires protégées, dans plusieurs cas, a légitimé l'expulsion et les déplacements de populations marginalisées. Ces relations basées sur l'interdiction, la privatisation et l'expropriation sous-tendent des enjeux de pouvoir qui contribuent à la perpétuation des disparités socio-économiques et à la marginalisation des populations locales par la privatisation d'espaces communs et par la criminalisation de certaines pratiques traditionnelles (Doyon et Sabinot, 2015).

2. Néolibéralisme et néolibéralisation de la nature

Tout d'abord, la néolibéralisation est caractérisée par la privatisation, la « re-régulation », la marchandisation ainsi qu'au concept d'individu responsable de lui/elle-même (Castree, 2007). La révolution néolibérale au sein de la théorie du développement s'est

d'ailleurs opérée durant les années 1970 et a atteint son apogée durant les années 1980. Au contraire de la théorie de la modernité avec Rostow (1963) où l'État était perçu comme l'agent principal de changement, les tenants du néolibéralisme dans le développement « argued that development was blocked by inflated public sectors, distorting economic controls and overemphasis on capital formation. Governments were part of the problem [...] » (Leys, 2005, p. 113). Ainsi, à partir des années 1970, le développement s'est vu régulé par les forces du marché. Conséquemment, la plupart des pays du « Tiers-Monde » se sont retrouvés dans une position de vulnérabilité équivalente à leur première colonisation étant donné que leurs économies étaient les moins bien placées pour prospérer sur le nouveau marché « mondial » (Leys, 2005, p. 115).

La conservation de la nature a donc aussi été affectée par le déploiement de cette idéologie, notamment par la néolibéralisation de la nature, c'est-à-dire « a process whereby non-human phenomena are increasingly subject to market-based systems of management and development » (Duffy, 2008, p. 3). Les principes, les pratiques et les politiques du néolibéralisme sont donc appliqués à la conservation de la nature puisque la nature devient un « capital » à exploiter (Buscher et Fletcher, 2020). Capitalisme et conservation de la nature deviennent ainsi des domaines collaboratifs, car celle-ci est instrumentalisée aux fins de la croissance économique, ce qui est une dynamique au cœur de l'écotourisme. Ainsi, le discours de cette néolibéralisation de la nature véhicule l'idée que la meilleure méthode de conservation la nature est par le développement économique (McAfee, 1999). Somme toute, comme le souligne Fletcher (2018), « le resserrement de l'articulation entre les processus néolibéraux et l'intendance des aires protégées aura permis d'évacuer les questions morales liées aux enjeux de conservation environnementale en les substituant par des analyses de coûts-bénéfices » (cité dans Doyon et Sabinot, 2015, p. 34-35).

Néolibéralisme dans le village de Río Lagartos et au Mexique

Le néolibéralisme est souvent perçu comme un bloc monolithique et cohérent, alors que la réalité est toute autre. En effet, lorsqu'ancré dans une étude de cas, le caractère arbitraire des concepts de marchandisation, de privatisation, de dérégulation, etc. se dissipe peu à peu pour laisser paraître leurs différentes manières de se matérialiser

localement dans un éventail d'enchevêtrements et de contradictions (Castree, 2008).

À cet effet, jusqu'aux années 1970, le village de Río Lagartos au Yucatan était porté par une économie de subsistance liée à la pêche artisanale riveraine et lagunaire, à l'agriculture et la chasse. La communauté était donc à l'écart des processus de développement de l'État et elle vivait des ressources de la terre et de la lagune. Par ailleurs, ce mode de vie est conceptualisé par Sachs (1996) comme une situation de frugalité en tant que forme de pauvreté où une société connaît et cultive le peu et n'est pas soumise à la frénésie de l'accumulation. Cette période est associée par les villageois-aises à une « époque marquée par l'abondance, par l'usage diversifié des écosystèmes côtiers et leur libre accès, et par l'absence d'organisations productives dans le secteur de la pêche, de gestionnaires externes des ressources » (Leblanc, 2018, p. 69). Ce n'est qu'à partir des années 1970 à 1990 que le village a été intégré à l'économie nationale et internationale. Cette situation a ensuite engendré un processus de développement associé à la modernisation des techniques de pêche suite à la création d'un canal donnant accès à la mer et à la formation de coopérative de pêche financées par l'État. L'accès, l'utilisation et le contrôle des ressources ont été profondément modifiés puisque l'achat de droits d'exploitation était devenu nécessaire. Cette période caractérisée par une prospérité économique amène son lot de bénéfices, dont une modernisation des moyens de communication et des services publics et privés (aqueducs, électricité, écoles, etc.) (Leblanc, 2018).

Suite à cette période de marchandisation des ressources naturelles, de privation des espaces de pêche et de régulation des activités par l'État au profit du développement, le Mexique effectue un tournant majeur en faveur du néolibéralisme à partir de l'an 1988. En effet, le mandat de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), à la tête du pays, souligne le virage néolibéral de l'État par la libéralisation des marchés, par la réduction majeure des dépenses de l'État, par l'ouverture aux investissements étrangers et par l'augmentation des exportations (Leblanc, 2018). La dégradation de l'environnement devient un enjeu important devant les impacts des politiques néolibérales perçues comme une contradiction face aux objectifs de protection de l'environnement (Leblanc, 2018). De plus, à partir des années 1990 caractérisées par le tournant néolibéral, l'âge d'or lié aux activités de pêche à Río Lagartos commence à s'essouffler. Cette situation engendrée

par la dégradation environnementale et par l'épuisement des ressources halieutiques entraîne des conséquences sur la vie des habitant-e-s locaux-ales qui signale un déclin des conditions de vie:

D'autres éléments, comme le retrait progressif de l'État dans les pêcheries, la diminution de son soutien financier et la réorientation de ses intérêts au profit de la pêche industrielle [...] ont rendu la situation encore plus instable pour les habitants de la côte yucatèque. Ainsi toutes ces perturbations qui affectent les pêcheries placent les habitants dans une situation de vulnérabilité qui afflige non seulement l'économie du village, mais aussi la vie quotidienne et communautaire des habitants (Leblanc, 2015, p. 170).

Devant ces changements, la population du village n'a eu d'autre choix que de diversifier ses activités économiques, notamment dans le secteur de l'écotourisme étant donné les politiques de développement de l'État dont les visées sont menées par le développement durable. Les habitant-e-s en sont donc venu-e-s à réorganiser leur emploi du temps en fonction des discours dominants et officiels de la conservation (Leblanc, 2015). Plus précisément, devant les conséquences de la destruction de la nature dans les années 1990, le gouvernement mexicain se lance dans la création de politiques environnementales et dans la mise en place d'aires protégées. Cette pulsion est entraînée par les nouveaux référents internationaux de « biodiversité » et de « développement durable ». De plus, des nouvelles sources de financement sont mises à disposition par la Banque mondiale et par le Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD] pour propulser la consolidation de ces référents. Plus encore, un réseau important d'acteur-ice-s de la conservation est formé autour de la promotion de la conservation de la nature réunissant des associations civiles et des ONG (Leblanc, 2018). Ainsi, bien que l'État ait été au centre de ces initiatives avant les années 1990, ce sont maintenant une pluralité d'acteur-ice-s extra-locaux-les qui organisent la conservation de la nature au Mexique tels que « les bailleurs de fonds internationaux, les décideurs de secteurs publics et privés, les centres de recherche, les gestionnaires de conservation et de développement » (Leblanc, 2018, p. 63). Cette dynamique s'inscrit dans une logique de décentralisation des structures administratives et décisionnelles propre au néolibéralisme. Devant cette pression et la vulnérabilité des habitant-e-s de Río Lagartos face à la marginalisation de la pêche artisanale, de nouvelles alternatives économiques sont à

développer, dans lesquelles s'inscrit l'écotourisme conjuguant les visées économiques du développement et de la conservation (Leblanc, 2018). Finalement, les mécanismes de néolibéralisation au Mexique par la marchandisation, la dérégulation, la privatisation et la décentralisation dans les domaines de la pêche et de la conservation sont bel et bien visibles (Doyon et Sabinot, 2015).

Impacts locaux: enjeux de pouvoir et subjectivité

Malgré l'influence des organisations internationales et étatiques pour le développement des activités écotouristiques et la précarisation économique dans lesquelles s'inscrivent les pêcheries à Río Lagartos, ces dernières persistent toujours en tant qu'activités importantes du village. Ainsi, les habitant-e-s du village s'inquiètent quant à l'avenir de la communauté où l'instabilité et la précarité économique semblent perdurer. Devant ces insécurités généralisées, les villageois-e-s voient en l'écotourisme une avenue pour un futur prospère (Leblanc, 2015). Toutefois, les activités écotouristiques sous-tendent des dynamiques néolibérales dans leur mode de fonctionnement et dans les discours qui les promeuvent. Ces dernières sont notamment liées la néolibéralisation de la nature (Fletcher, 2018) et au mode de gouvernance que Duffy (2008) nomme le « *stakeholder theory*, asserting that people will protect what they receive value from » (Duffy, 2008, p. 14). Les acteur-ice-s locaux-ales sont donc perçu-e-s comme des acteur-ice-s rationnel-le-s désirant maximiser leur profit (Fletcher, 2018). Le discours de la RBRL se situe d'ailleurs à l'intérieur de ces visées:

La Réserve juge que ce sont les conditions socio-économiques précaires qui poussent les habitants à entretenir des pratiques productives 'nocives'. Le développement d'opportunités économiques à caractère durable pour remplacer les activités jugées 'destructrices' permettrait ainsi de bénéficier positivement à la conservation. De même, les habitants ne saisiraient l'importance de la conservation que s'ils en tirent des profits » (Leblanc, 2018, p. 209).

Pour la RBRL, il importe de remplacer les activités de pêche traditionnelles par les activités d'écotourisme. En appliquant les discours des organisations internationales et de la réserve, les activités touristiques seraient la solution aux problèmes économiques et à la dégradation environnementale en permettant aux populations de bénéficier de

retombées économiques de ces activités, en plus d'être impliquées dans les processus décisionnels concernant l'avenir de leur communauté. Toutefois, en analysant le cas de la communauté de Río Lagartos, il est possible de constater que la réalité en va autrement. Ces paradoxes sont propres au néolibéralisme puisque la conservation néolibérale contribue à alimenter la contradiction la plus profonde du néolibéralisme: la capacité de ses tenant-es à produire et à privilégier des discours en apparence exempts de contradictions, alors qu'en réalité celles-ci en saturent les pratiques (Büscher et al., 2008).

1. Enjeux de redistribution

En premier lieu, bien que l'écotourisme soit censé redistribuer les profits générés par les activités au sein de la population locale, la réalité est plus complexe. Celle-ci est directement liée à la dynamique de redistribution inégale des profits générés par les activités économiques propre au néolibéralisme qui avantage les intérêts des acteur-ice-s dominant-e-s (Castree, 2008). En effet, ce qui a été observé lors du travail ethnographique de Leblanc (2018) est que les précarités économiques en lien avec les pêcheries et le désengagement de l'État mexicain face à ces activités ne sont pas prises en compte par les acteur-ice-s de la conservation de la RBRL. Ainsi, un sentiment généralisé d'incompréhension est observé chez les guides touristiques qui perçoivent les droits d'entrée de la réserve chez les touristes, et que la CONANP se charge de redistribuer par la suite. Cette incompréhension est due au fait que la Réserve priorise les investissements allant de pair avec les objectifs de conservation au détriment des intérêts et des besoins économiques de la population locale (Leblanc, 2018).

2. Enjeux de participation

En second lieu, des enjeux de participation persistent au sein de la Réserve malgré la nécessité d'inclure la population locale dans les décisions qui la concernent. D'abord, la population locale n'a pas été consultée lors de l'implantation de la Réserve en 1979. Cette situation permet d'affirmer que cette dernière a été dépossédée de son territoire au terme de Graeber (2007) étant donné qu'elles ont perdu l'accès à l'utilisation de certaines ressources locales (Leblanc, 2018). Ensuite, malgré certains mécanismes de

participation, la population locale dont les guides touristiques ont de la difficulté à faire valoir leurs intérêts devant l'autorité que représentent les acteur-ice-s de la conservation. En effet, « ensemble, les acteurs de la conservation [dont les ONG] incarnent divers intérêts d'ordre global, mettent de l'avant leurs propres programmes, et détiennent le pouvoir de déterminer et d'instituer de nouvelles normes qui conditionnent l'accès, l'utilisation et la gestion du territoire » (Leblanc, 2018, p. 209).

Enfin, une participation équitable dans un régime néolibéral est impossible. En effet, la démocratie réelle est incompatible avec l'inégalité, car si un véritable pouvoir de décision était accordé aux personnes dépossédées, elles exerceraient certainement leur pouvoir pour résoudre cette iniquité (Fletcher, 2012). Ainsi, prendre réellement en considération les intérêts de la population locale nécessiterait de délaisser certains objectifs de conservation.

3. Subjectivité

En dernier lieu, une forme de subjectivité émane de cet exemple de néolibéralisation de la nature par l'assimilation du discours de la conservation par les acteur-ice-s locales et notamment, par les guides écotouristiques qui doivent l'incarner et le véhiculer au quotidien (Doyon et Sabinot, 2015). En effet, c'est par le biais des formations éducatives des ONG présentes dans la Réserve que cette subjectivité s'opère en cherchant à générer un changement de culture face à l'environnement conformément aux visées développement durable (Leblanc, 2018). Une appropriation de la conception de la nature occidentale (division nature/société) et marchandisée est donc observée au détriment d'une conception de la nature en tant que milieu de vie propre aux activités halieutiques et où la cohabitation entre humains et nature est légitime (Leblanc, 2018).

Conclusion

Finalement, le « modèle vertueux » en tant que discours international sur l'écotourisme peut être remis en question. En procédant à sa déconstruction au prisme des concepts de mythe du développement et des aires protégées, ainsi que de la néolibéralisation de la nature, il est possible de percevoir les enjeux de pouvoir qu'il sous-tend. L'ethnographie du village de Río Lagartos au Mexique de Leblanc (2018) a permis

de démontrer comment les logiques de pouvoir néolibérales se cristallisent, notamment en comprenant que les objectifs de redistribution et de participation propres à ce modèle vertueux sont loin d’être atteints, en plus de créer des dynamiques de subjectivité reproduisant une forme de discours colonial quant à la relation qu’entretient la population locale avec la nature. Ainsi, en passant de la théorie à la pratique, il est possible de comprendre que l’écotourisme perpétue des logiques de pouvoir de domination du nord global sur le sud global en tentant de réconcilier capitalisme et conservation de la nature par l’idéologie du développement durable (Duffy, 2008; Doyon, 2013), ce qui en fait davantage un mythe qu’une réalité.



Références

- Büscher, B., Neves, K., Igoe, J. et Sullivan, S. (2008). Towards a synthesized critique of neoliberal conservation. *Capitalism, Nature, Socialism*, 23(2), 4-30. <https://doi.org/10.1080/10455752.2012.674149>
- Büscher, B. et Fletcher, R. (2020). *The conservation revolution. radical ideas for saving nature beyond the anthropocene*. Verso.
- Castree, N. (2008). Neoliberalising nature: the logics of deregulation and reregulation. *Environment and Planning*, 40, 131-152. <https://doi.org/10.1068/a3999>
- Castro, C. J. (2004). Sustainable development: Mainstream and Critical Perspectives. *Organization & Environment*, 17(2), 195-225. <https://doi.org/10.1177/1086026604264910>
- Ceballos-Lascurain, H. (1996). *Tourism, ecotourism and protected areas: The state of nature-based tourism around the world and guidelines for its development*. IUCN.
- Chaboud, C., Méral, P. et Andrianambinina, D. (2004). Le modèle vertueux de l'écotourisme: mythe ou réalité? L'exemple d'Anakao et Ifaty-Mangily à Madagascar. *Monde en Développement*, 32(125), 11-32. <https://doi.org/10.3917/med.125.0011>
- Doyon, S. (2013). *Une révolution de l'environnement. Ethnographie d'un village côtier à Cuba*. Presses de l'Université Laval.
- Doyon, S. et Sabinot, C. (2015). Introduction. La construction sociale de l'espace côtier yucatèque et de sa conservation: au carrefour de la pêche, du tourisme et des aires protégées. Dans S. Doyon et C. Sabinot (dir.), *Anthropologie des espaces côtiers et de la conservation environnementale. Pêche, sel et flamants roses dans les Réserves de biosphère yucatèques au Mexique* (p. 1-42). Presses de l'Université Laval.
- Duffy, R. (2008). Neoliberalising Nature: Global networks and ecotourism development in Madagascar. *Journal of Sustainable Tourism*, 16(3), 327-344. <https://doi.org/10.1080/09669580802154124>
- Escobar, A. (1995). *Encountering development: the making and unmaking of the Third World*. Princeton University Press.
- Fletcher, R. (2012). Using the master's tools? Neoliberal conservation and the evasion of inequality. *Development and Change*, 43(1), 295-317. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2011.01751.x>

- Fletcher, R. (2018). Ecotourism. Dans N. Castree, M. Hulme et D. Proctor (dir.), *The companion to environmental studies*. Routledge.
- Graeber, D. (2007). *Possibilities: Essays on hierarchy, rebellion, and desire*. AK Press.
- Hickel, J. (2017). *The divide: A brief guide to global inequality and its solutions*. Random House.
- Honey, M. S. (1999). *Ecotourism and sustainable development: who owns paradise?* Island Press.
- Leblanc, C. (2015). Chapitre 5. De la pêche à l'écotourisme: continuités et transformations dans les rapports socio-environnementaux à Río Lagartos (Réserve de la biosphère Ría Lagartos, Yucatán, Mexique). Dans S. Doyon et C. Sabinot (dir.), *Anthropologie des espaces côtiers et de la conservation environnementale. Pêche, sel et flamants roses dans les Réserves de biosphère yucatèques au Mexique* (1^e éd., p. 163-198). Presses de l'Université Laval.
- Leblanc, C. (2018). *Pêche, conservation et écotourisme. Continuités et transformations dans les rapports socio- environnementaux à Río Lagartos, Réserve de la biosphère Ría Lagartos, Yucatán, Mexique*. [Mémoire de maîtrise]. Université Laval. <https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/76ab4b8c-aa9b-4cce-8080-0c807d139736/content>
- Leys, C., (2005). The rise and fall of development theory. Dans M. Edelman et A. Haugerud (dir.), *The anthropology of development and globalization. From classical political economy to contemporary neoliberalism* (p. 109-125). Blackwell Publishing.
- Mcaffee, K. (1999). Selling Nature to save it? Biodiversity and green developmentalism. *Environment and Planning*, 17, 133-154. <https://doi.org/10.1068/d170133>
- Rostow, W. W. (1963). Les cinq étapes de la croissance. Dans M.J. Du Rouret (dir.), *Les étapes de la croissance économique* (p. 16-30). Éditions du Seuil.
- Sachs, W. (1996). *Des ruines du développement*. Éditions Écosociété.
- West, P., Igoe, J. et Brockington, D. (2006). Parks and People: The Social Impacts of Protected Areas. *Annual Review of Anthropology*, 35(14), 14-27. <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.35.081705.123308>